
AMIENS

SOMME

PALAIS DE JUSTICE

EDIFICE INSCRIT MH EN 1994

**RESTAURATION DES COUVERTURES
ET DES FACADES DONNANT
SUR LES COURS A ET B**

C.C.T.P.

(CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES)

LOT 0 GENERALITES

1 PRESENTATION DU PROJET.

1.1 OBJET DU MARCHE.

Le présent document a pour objet de définir les travaux du présent lot en vue de la **réalisation des travaux de restauration des couvertures** (hormis celles du bâtiment sud refaites récemment) **et des façades donnant sur les cours A et B du Palais de Justice d'Amiens dans le département de la Somme.**

1.2 DIVISION EN LOTS.

Les travaux seront exécutés par les lots suivants :

- Lot 1 Installations de chantier/Maçonnerie/Pierre de taille.
- Lot 2 Echafaudages/Parapluies/Couverture/Charpente/Paratonnerre.
- Lot 3 Protection anti-volatiles.
- Lot 4 Traitement de sculptures.

Le C.C.T.P. ne peut être dissocié des C.C.T.P. des autres lots qui contribuent à la réalisation de l'ensemble du projet.

Le soumissionnaire se reportera donc à ces C.C.T.P. ainsi qu'à l'ensemble des documents qui définissent les prestations de ces autres lots afin de cerner parfaitement l'étendue de ses propres prestations et de réaliser en toute connaissance de cause les travaux qui lui incombent.

1.3 DIVISION EN TRANCHES.

Les travaux seront exécutés en trois (3) tranches.

- Tranche ferme : Aile Est et aile entre cours A et B.
- Tranche optionnelle 1 : Aile Nord.
- Tranche optionnelle 2 : Aile Ouest et façades des cours A et B.

1.4 DEFINITION DES OUVRAGES.

Les travaux comprennent la totalité des ouvrages énumérés ci-après, ainsi que tous ceux nécessaires à l'exécution des travaux décrits, même s'ils ne sont pas explicitement définis, l'entrepreneur devant, de par ses connaissances professionnelles, suppléer aux détails pouvant être omis.

Afin d'éviter toute contestation en cours de chantier, il est rappelé que les entreprises devront effectuer une visite approfondie pour reconnaître les lieux et évaluer la complexité et les difficultés de mise en œuvre des travaux à réaliser.

1.5 NATURE DU MARCHE.

Le mode et toutes les conditions du marché sont précisés dans le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) ou dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) qui font partie des documents administratifs du dossier de consultation.

Le marché de travaux est à **prix global et forfaitaire.**

Une décomposition du montant global et forfaitaire de la soumission, portée sur l'acte d'engagement sera jointe à celui-ci, en donnant les quantités et les prix unitaires par nature d'ouvrage, conformément à la présentation du bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire établi par le maître d'œuvre.

Les prix unitaires indiqués devront inclure toutes les prestations permettant de rendre les ouvrages parfaitement achevés, selon les prescriptions contenues au présent document et selon les règlements, textes en vigueur (DTU, normes, etc.) et toutes les règles de l'Art.

Ils intégreront aussi toutes les prestations qui seront liées aux dispositions réglementaires à respecter et aux mesures relatives à la Sécurité et à la Protection de la Santé, et les prestations découlant des dépenses communes (compte prorata) sans qu'il soit besoin de le mentionner dans les C.C.T.P.

Sont aussi implicitement inclus dans les prix unitaires toutes les formalités et demandes d'autorisations, implantation, tracé des niveaux, plans de chantier, protection des ouvrages de chantier, essais, contrôles, nettoyages, D.O.E., etc.

1.6 CONTRAINTES DU CHANTIER.

L'entrepreneur doit accepter l'ensemble des conditions et contraintes propres au site et les obligations qui lui seront stipulées pendant la durée du chantier et il aura intégré dans ses prestations les contraintes d'exploitation du site et ne devra à aucun moment en perturber l'activité.

Il devra s'adapter aux demandes des exploitants des lieux où il effectuera les prestations décrites dans le présent cahier des charges et ne pourra invoquer une éventuelle méconnaissance des spécificités du site pour satisfaire à des besoins économiques, techniques ou temporels.

L'entrepreneur devra prendre en compte les éléments relatifs aux contraintes spécifiques du site, à savoir :

- **Les travaux s'exécutant dans l'enceinte d'un établissement en activité, l'entreprise devra se conformer au règlement et respecter toutes les consignes de sécurité spécifiques. Notamment, il devra être mis en place des dispositifs de protections complémentaires entre les zones occupées et les zones chantier.**
- Les travaux s'exécutant en centre-ville l'entreprise sera tenue de se conformer aux directives municipales en ce qui concerne les empiètements sur la voie publique, la réglementation de stationnement et de circulation, ainsi que toutes autres règles et directives concernant les nuisances vis à vis du voisinage.
- Toutes nuisances sonores seront évitées.
- Toute génération de poussières sera limitée.

En tout état de cause, une fois le marché passé, sur la base des prix indiqués par le soumissionnaire, celui-ci ne pourra en aucun cas, par la suite se prévaloir d'un quelconque oubli ou d'une mauvaise prise en compte des conditions de travail.

1.7 INSTALLATIONS DE CHANTIER.

L'ensemble des installations de chantier est à la charge du titulaire du lot 1.

1.8 INTERVENTION DES ENTREPRISES.

Les entreprises interviendront sur ordres du maître d'œuvre au fur et à mesure de l'avancement des travaux et dans le respect du calendrier d'exécution.

1.9 NORMES ET REGLEMENTS.

Les documents de base auxquels l'entrepreneur devra se référer lors de l'exécution, tant pour les calculs que pour la qualité des matériaux et les conditions d'exécution sont les suivants (liste non limitative) :

- Les Eurocodes.
- Les normes françaises éditées par le service de la diffusion de l'association française de normalisation.
- Les documents techniques unifiés, édités par le centre scientifique et technique du bâtiment.
- Les règles professionnelles.
- Le présent cahier des clauses techniques particulières.
- Le guide de la Maîtrise d'ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre du Ministère de la Culture et de la Francophonie.
- Les recommandations des Chambres Syndicales et celles du Laboratoire de Recherche des Monuments Historiques.
- Le Code du Travail.
- Le règlement sanitaire départemental.
- La Convention d'hygiène et sécurité.

Toutes les normes et D.T.U. parus à la date de la signature du marché, sont applicables pour l'exécution des travaux.

Certaines dérogations aux Normes et D.T.U. pourront être accordées par le maître d'œuvre quand les ouvrages à réaliser seront guidés par un souci de respect de l'aspect historique du site et de certaines façons traditionnelles propres aux travaux exécutés sur un monument historique.

Bien que ces documents ne soient pas matériellement joints et soient rappelés en mémoire dans le C.C.T.P., les soumissionnaires sont réputés en avoir parfaite connaissance et de ce fait, ils s'engagent à en respecter les prescriptions.

1.10

SUJETIONS D'EXECUTION.

Les prix du marché seront calculés en tenant compte des sujétions suivantes :

a) Conditions d'exécution.

Les travaux seront toujours exécutés conformément aux directives du maître d'œuvre ou soumis à son approbation.

Les procédés et les techniques modernes d'exécution des travaux ne seront acceptés que dans la mesure où ils ne seront pas contraires aux techniques et procédés nécessaires pour conserver aux édifices anciens leur structure et leur aspect.

Les prix du marché sont déterminés en tenant compte des sujétions que comportent :

- * La nature particulière des travaux de restauration d'édifices anciens pour lesquels il importe d'harmoniser les parties refaites avec les parties anciennes.
- * L'obligation rigoureuse d'employer une main d'œuvre qualifiée et des matériaux de choix.
- * Les précautions à prendre pour ne dégrader en rien les parties conservées de l'édifice.
- * Le respect des instructions du maître d'œuvre sur les heures d'entrée et de sortie des ouvriers, l'emplacement et le stockage des matériaux et matériels.
- * L'interruption de travail consécutive au fonctionnement ou à l'exploitation de l'édifice avec, pour corollaire, le respect des mesures prescrites pour ne pas gêner l'activité.
- * Le respect impératif du parcours imposé par le responsable de l'édifice ou le maître d'œuvre avec, pour corollaire, interdiction de pénétrer ou de circuler dans les autres parties de l'édifice. L'entrepreneur fera connaître, au responsable de l'édifice, les accès et les limites du chantier et il sera responsable de la maintenance des clôtures pendant la durée du chantier.

De même, les prix du marché tiennent implicitement compte :

- * Des protections de toutes natures contre les intempéries et la poussière.
- * De toutes les difficultés résultant de la situation ou de la nature des bâtiments, en particulier, il ne sera rien payé, tant pour le personnel que pour le matériel et les matériaux, pour :
 - Le temps perdu pour difficulté d'accès, de circulations, de montages, relais et reprise de transport, etc. quelle que soit la distance.
 - Tous les frais de panier, petits et grands déplacements, indemnités de transport.

b) Limite des prestations.

Les prestations devront comprendre :

- Tous les dessins d'exécution et les détails des différents ouvrages composant l'ouvrage (à produire pendant la période de préparation de chantier).
- Les études par ingénieur spécialisé.
- La fourniture et la pose des ouvrages tels que définis au C.C.T.P.
- Tous les prototypes et les échantillons demandés.
- La protection des ouvrages et des personnes.
- Les dépenses de consommations nécessaires aux travaux.
- Les fournitures et les protections annexes ou complémentaires ne figurant pas dans les documents contractuels, mais qui sont indispensables pour une exécution complète des ouvrages conformes aux normes N.F. et D.T.U. en vigueur, à la date de signature des marchés.

1.11

NATURE DES MATERIAUX.

La nature des matériaux mis en œuvre sera conforme :

- Aux prescriptions des Documents Techniques Unifiés.
- Aux prescriptions particulières des CCTP.
- Aux prescriptions relatives à la sécurité incendie.
- Aux échantillons systématiquement remis au maître d'œuvre.
- Aux agréments dont ils auront fait l'objet par le C.S.T.B. dans une période inférieure à cinq ans (5) avant leur mise en œuvre.

Les matériaux employés seront conformes aux échantillons acceptés par le maître d'œuvre.

L'emploi de matériaux ou matériels de qualité supérieure à celle demandée, ou décrits dans les CCTP ne donnera lieu à aucun supplément, à moins qu'il n'ait fait l'objet d'un ordre écrit du maître d'œuvre et d'un avenant.

L'emploi de matériaux de qualité inférieure entraînera automatiquement le refus ; le remplacement qui en sera la conséquence restera aux frais de l'entrepreneur qui de plus supportera la remise en état des ouvrages en découlant.

1.12 COORDINATION DE SECURITE ET D'HYGIENE.

La coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sera assurée par un coordonnateur nommé par le maître d'ouvrage.

Chaque entreprise ou sous-traitant à l'obligation de mettre en œuvre les principes généraux de prévention. Chaque entreprise ou sous-traitant à l'obligation de respecter les prescriptions du Plan Général de Coordination (P.G.C.) établi par le Coordinateur S.P.S.

1.13 ETUDE – PLANS ET DETAILS D'EXECUTION.

Chaque entreprise ayant des ouvrages le nécessitant sera tenue, au titre de son marché, de soumettre au maître d'œuvre, les plans, études et schémas de détails ou de fabrication pour l'exécution de ses ouvrages.

Ces plans ou schémas seront soigneusement cotés, les dessins accompagnés de coupes détaillées, pour faire connaître le détail exact des dimensions, profils, sections, passages, assemblages, fixations et position d'appareils.

Tout ouvrage non conforme ou n'ayant pas reçu l'approbation de la maîtrise d'œuvre ou du bureau de contrôle pourra se voir être refusé.

1.14 AGREMENT DES MATERIAUX.

Les chapitres suivants décrivent des matériaux ou matériels à mettre en œuvre. Cependant, avant toute exécution et afin de bien vérifier la concordance avec les prescriptions du maître d'œuvre, les matériaux et matériels devront lui être présentés pour agrément définitif. (Notices, Avis techniques, échantillons...).

Toute exécution avec des matériaux ou matériels en dérogation avec cette règle pourrait valoir à son encontre la remise en conformité de ses ouvrages à ses frais et torts exclusifs.

1.15 RECEPTION DES SUPPORTS.

L'entreprise doit effectuer la réception des travaux antérieurs supports de ceux de son propre lot sans qu'il soit besoin que le maître d'œuvre déclenche cette opération.

Les réceptions concernent :

- Les dimensions,
- La planéité,
- Les réservations.

En cas de défauts ou de désaccord, elle devra en avvertir le maître d'œuvre qui aura la charge de déclencher les opérations de remise en état ou réfection éventuelle, ceci restant à la charge de l'entreprise.

1.16 PROTECTION ET CONSERVATION DES OUVRAGES.

Les ouvrages réalisés devront être protégés contre toutes agressions ou dommages qu'ils pourraient subir, quelles qu'en soient les causes.

Ainsi, l'entreprise devra prendre toutes mesures appropriées à leur protection en fonction de leurs particularités.

Ces protections devront être maintenues jusqu'au jour de la pré-réception par le maître d'ouvrage. Ces mêmes ouvrages devront être également soigneusement nettoyés pour le jour de la pré-réception.

1.17 ECHANTILLONS – TEINTES ET NUANCES.

Les coloris ou nuances des matériels ou matériaux devront être soumis à l'agrément du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

Faute d'avoir soumis les teintes en temps voulu, l'entrepreneur pourra se voir refuser les ouvrages incriminés.

1.18 OUVRAGES DIVERS.

Les ouvrages divers, non décrits mais indispensables à l'exécution des travaux, selon les règles de l'art, Normes et D.T.U., devront être prévus et réalisés à partir des spécifications régissant les ouvrages essentiels sans surcoût complémentaires.

Ils sont implicitement compris dans le marché et dans la proposition des entreprises.

1.19 TRAVAUX NON PREVUS.

Se référer à l'article 14 du C.C.A.G.

1.20 DISPOSITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION.

Protections des biens et des personnes.

Pendant toute la durée des travaux et jusqu'à la réception, les entrepreneurs sont responsables de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillages et installations de tous ordres du chantier ainsi que des ouvrages.

Ils sont tenus de se garantir de tous les vols, détournements, dégradations et avaries, dommages, pertes et destructions de toutes natures.

Les entrepreneurs seront tenus de remettre en état ou de remplacer à leurs frais les ouvrages qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât et sauf leur recours éventuel contre tout tiers responsable, le maître de l'ouvrage demeurant en toute hypothèse, complètement étranger à une contestation ou répartition des dépenses.

Ils devront également prendre toutes les dispositions pour éviter tout accident de personne sur ou aux abords du chantier.

Si des vols, détournements, dégradations, avaries, dommages, pertes ou destructions se produisent pendant le cours des travaux, soit du fait des ouvriers ou préposés de l'entreprise, soit du fait des personnes qui auraient pu s'introduire sur le chantier, il appartiendra à l'entrepreneur responsable des matériaux, des matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillages, installations ou ouvrages effectués, d'en rechercher et poursuivre les auteurs et d'en assurer les réparations.

Si les travaux viennent à être interrompus pour quelque cause que ce soit, l'entrepreneur doit protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir sans frais supplémentaires pour le maître d'ouvrage.

Avant l'ouverture du chantier, il sera établi un état des lieux par les entreprises et les personnes représentant le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre avec des photographies à l'appui.

Un autre état des lieux sera établi contradictoirement à la fin de l'opération.

Les entrepreneurs n'ont aucun droit sur les matériaux et objets de toute nature, trouvés sur les chantiers en cours de travaux notamment dans les fouilles ou dans les démolitions mais, ils ont droit à être indemnisé si le maître d'œuvre leur demande de les extraire ou de les conserver avec soin.

Protection des existants.

Les entrepreneurs devront prévoir toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection des ouvrages existants et notamment des éléments anciens (sol, élévation, surplomb, épiderme, parement, moulure, sculpture).

Il est précisé que les échafaudages seront étanches à toutes projections de matériaux ou déchets, en particulier au droit des circulations publiques.

Les dispositions proposées devront être soumises au maître d'œuvre.

1.21 OBLIGATIONS.

L'entrepreneur contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des travaux de sa profession nécessaires au complet achèvement de la restauration projetée, conformément aux règles de l'art de restaurer et aux règlements en vigueur, quand bien même il n'en serait pas fait mention à la partie traitée, si ces fournitures et façons sont nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

1.22 RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR.

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer, lors de l'exécution de ses travaux, aucune détérioration aux existants.

Il est bien entendu que l'entrepreneur sera tenu à la réparation et remise en état sans indemnité de tous dommages causés par le fait de ses travaux.

En conséquence, l'entrepreneur devra prévoir et réaliser ses travaux en tenant compte des obligations et sujétions d'exécution spéciales qui lui seront imposées par ces conditions de chantier particulières.

L'entrepreneur devra donc prendre toutes dispositions et toutes précautions pour garantir et sauvegarder dans leur état actuel ces constructions existantes pouvant subir du fait de ses travaux, directement ou indirectement, des dommages ou des désordres.

De plus, l'entrepreneur devra respecter tous les règlements et décrets généraux ou particuliers, applicables en matière d'échafaudages.

L'entrepreneur titulaire du marché demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations, sur le chantier ou à des tiers, mitoyenneté, voisinage, voiries, réseaux publics, etc. Il devra prendre toutes précautions pour éviter la chute de matériaux ainsi que tous effondrements même partiels pendant la durée des travaux.

Il sera également rendu responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité dus à un manque de protection ou de signalisation. Toutes mesures devront être prises par l'entrepreneur pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers.

En aucun cas, le maître d'ouvrage ne pourra être tenu responsable des accidents ou dégradations liés au chantier et survenus à des tiers.

Bruits de chantier.

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré. A défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux seront strictement applicables.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé aux entrepreneurs de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix des marchés.

Salissures du domaine public.

Pendant toute la durée des travaux, les voies, les trottoirs, etc., du domaine public devront toujours être maintenus en parfait état de propreté.

En cas de non-respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences.

Remise en état du terrain.

L'entrepreneur du présent lot aura implicitement à sa charge la remise en état du terrain pour toutes les zones ayant été utilisées pour ses installations de chantier et dépôts.

Cette remise en état comprendra tous les travaux nécessaires de dépose et de démolition de tous ouvrages, tant en élévation qu'en surface, ainsi que la démolition de tous les ouvrages enterrés, et l'enlèvement de tous les gravois.

1.23

ORGANISATION ET COORDINATION DES OUVRAGES.

Installation de chantier.

L'installation respectera les autorisations de voiries et les règles d'hygiène et de sécurité.

Locaux d'entreprises.

L'entreprise fera son affaire des locaux de chantier propres à ses besoins, notamment pour stockage de ses matériaux et de son matériel. Le type de ces installations sera soumis à l'avis du maître d'œuvre.

Les frais inhérents devront être inclus dans les prix unitaires de l'entreprise.

Clôtures extérieures.

Des zones de sécurité pourront être délimitées par des clôtures en panneaux grillagés sur plots béton, à la demande du maître d'œuvre.

Accès des ouvriers et des matériaux.

L'accès au site des ouvriers et des matériaux sera réglementé.

Aucune personne étrangère aux travaux n'est autorisée à pénétrer sur le site.

Les matériaux seront stockés au pied de l'édifice sur une zone préalablement délimitée par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage.

Nettoyage – Gravois.

L'ouvrage devra être maintenu en permanence en parfait état de propreté.

Il appartiendra à l'entreprise d'effectuer les nettoyages la concernant, la sortie et l'évacuation de ses gravois.

L'enlèvement des gravois sera fait en temps opportun pour laisser le chantier et ses abords en parfait état de propreté pendant la durée des travaux, de manière à ne pas gêner sa bonne marche ou son aspect.

Il est rappelé que les déchets de chantier de toutes natures feront l'objet d'un tri sélectif.

Chaque entreprise assurera le tri sélectif de ses déchets et gravois de toutes natures et le stockage dans les bennes ou conteneurs prévus à cet effet sur les aires de stockage.

Le titulaire du lot 2 Echafaudages/Parapluies/Couverture/Charpente/Paratonnerre mettra à disposition de l'ensemble des entreprises des bennes à gravois pour la pratique d'un tri sélectif, qu'il videra autant de fois que nécessaire.

Il en assurera le coût de l'élimination au travers de la gestion « compte prorata ».

L'entrepreneur titulaire du lot 2 assurera la gestion du compte prorata et proposera une convention de compte prorata aux entreprises intervenant sur le chantier.

Il désignera un responsable parmi son effectif qui sera chargé de vérifier le respect par les entreprises du tri des déchets sur le chantier.

En cas de manquement d'une ou plusieurs entreprises, le responsable informera le maître d'œuvre qui prendra alors les dispositions nécessaires.

Les bordereaux de suivi de déchets seront remis au maître d'œuvre.

1.24 CALENDRIER D'EXECUTION.

Pendant la période de préparation ou dès réception de l'ordre de service prescrivant l'exécution des travaux, l'entrepreneur devra établir un calendrier d'exécution des travaux tenant compte du délai global fixé par l'Acte d'Engagement qu'il soumettra à l'approbation du maître d'œuvre.

Les variations avec l'échéancier présenté dans l'offre devront être minimales car il en sera tenu compte dans la notation du candidat.

1.25 DISPOSITION GENERALE POUR ASSURER LA SECURITE DES TIERS ET DU PERSONNEL TRAVAILLANT SUR LE CHANTIER.

Toute intervention dans un lieu recevant du public doit faire l'objet de mesures particulières de sécurité, d'autant que les travaux sont effectués dans un lieu en service et ne doivent pas nuire à son bon fonctionnement.

L'entreprise est tenue de respecter les prestations réglementaires et en particulier :

- Toutes les prestations, installations, équipements sanitaires, équipements de sécurité, etc... réglementaires et prévus s'il y a lieu dans le Plan Général de Coordination et de Sécurité (P.G.C.S.).
- Les recommandations, prescriptions ou exigences demandées en cours de chantier par le Coordinateur de Sécurité (si nécessaire).
- Toutes autres sujétions de sécurité, d'hygiène, de droit du travail et de protection des salariés tels que prévus dans la réglementation.

En particulier, toutes précautions seront à prendre pour assurer le gardiennage des installations fixes de chantier, soit par un agent de cette entreprise en poste à cet effet, soit par la mise en place de protections fixes et stables.

De même, aucun câble électrique volant, raccord de tuyauterie souple véhiculant un quelconque fluide, stock de gaz sous pression, etc. ne devront être placés dans les lieux de passage du public, ni être accessibles directement par celui-ci.

1.26 PROTECTIONS DIVERSES.

Pendant les travaux, toutes précautions seront prises afin de ne porter atteinte en aucune manière aux existants.

A cet effet, l'entrepreneur devra mettre en œuvre toutes protections nécessaires en accord avec le maître d'œuvre et le responsable de l'édifice :

- Platelages verticaux et horizontaux.
- Bâchages étanches.
- Films polyane.
- Bourrelets et protections appropriées.
- Protections spéciales pour éviter la pénétration des poussières.
- Obligation de disposer sur le chantier de moyens de lutte de première intervention contre l'incendie en nombre suffisant.

Les frais correspondants sont réputés inclus dans l'offre de l'entreprise.

1.27 HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER.

L'hygiène et la sécurité du chantier seront assurées selon les dispositions du livre II titre II du code du travail.

Conformément aux règles en vigueur, l'entrepreneur titulaire du lot 01 devra la mise en place d'une baraque de chantier mobile avec installations électriques, sanitaires, poste de lavage raccordés aux réseaux existants, après avoir obtenu les autorisations nécessaires si l'implantation de ces installations doit se faire à l'extérieur de l'établissement.

Cependant, lors de la réunion de préparation de chantier, il pourra être étudié en accord avec le coordonnateur de sécurité, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage la possibilité d'utiliser les locaux existants en remplacement des installations décrites précédemment.

1.28 ECHANTILLONS.

L'entrepreneur est tenu de fournir au maître d'œuvre tous les échantillons des matériaux et matériels prévus ou qui seront demandés en cours de chantier.

Aucune commande ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'échantillon n'a pas été accepté par le maître d'œuvre.

Un tableau comportant un échantillon des divers appareils et matériaux retenus restera sur le chantier jusqu'à la réception.

1.29 CONSIGNES PARTICULIERES CONCERNANT LES TRAVAUX.

L'entreprise doit prendre toutes les précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare. Il est notamment interdit :

- D'effectuer en présence du public des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporterait une gêne à son évacuation.
- D'effectuer des travaux par points chauds sans autorisation préalable (permis de feu) et sans respect des consignes particulières concernant ce type de travaux.
- D'effectuer des travaux par points chauds simultanément à d'autres travaux présentant des risques d'explosion (utilisation de solvants, colles, cires, peintures, etc.).
- De déposer des matériaux ou gravois dans les cheminements d'évacuation ainsi que sur les voies réservées aux véhicules de secours.
- De stocker des produits dangereux ou inflammables en dehors de locaux aménagés à cet effet sur les lieux de la base vie (produits amenés chaque jour sur le chantier) et de les utiliser en présence du public.
- De fumer sur le chantier.
- D'introduire ou d'utiliser des réchauds à l'intérieur de l'édifice.
- De neutraliser les moyens de protection incendie (porte coupe-feu calée ou ouverte, robinet d'incendie armé rendu inaccessible, etc.).

1.30 REMISE EN ETAT DES LIEUX.

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier par les entrepreneurs et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage, au plus tard : le jour de la réception des travaux.

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition des entrepreneurs ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les entrepreneurs resteront seuls responsables de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.